

Hôtel du Gouvernement  
2, rue de l'Hôpital  
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11  
f +41 32 420 72 01  
chancellerie@jura.ch

## DECISION

Le Gouvernement,

vu la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (Loi sur les épidémies, LEp, RS 818.101), en particulier les articles 7 et 40,

vu l'ordonnance 2 du Conseil fédéral du 13 mars 2020 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19) et ses modifications des 16 et 20 mars 2020,

vu les articles 60, 91 et 92, alinéa 2, lettres g et p, de la Constitution jurassienne (RSJU 101),

vu l'article 10 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration du 26 octobre 1978 (RSJU 172.11),

vu l'article 5, alinéa 2, lettre c, de la loi sur la protection de la population et la protection civile (RSJU 521.1),

vu l'article 23 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990 (RSJU 810.01),

attendu qu'il y a lieu de prendre des mesures supplémentaires d'urgence aptes à freiner drastiquement la propagation du coronavirus (COVID-19),

décide :

1. L'état de nécessité au sens de l'article 60 de la Constitution cantonale est décrété.
2. Les visites dans les établissements hospitaliers, dans les établissements médico-sociaux, dans les unités de vie psycho-gériatrique ainsi que dans les institutions de l'action sociale, publics et privés, sont interdites. La direction des établissements et institutions peuvent toutefois, exceptionnellement, autoriser des visites au cas par cas, dans des cas de rigueur.
3. La fermeture des lits d'accueil temporaire, des centres de jour et ateliers (santé, social) est ordonnée à l'égard des personnes externes.
4. Les écoles primaires et secondaires, ainsi que les établissements de formation du domaine postobligatoire, restent fermés jusqu'au 30 avril 2020. Les établissements HE-ARC et HEP BEJUNE ont leurs propres dispositions.

5. L'admission dans les structures d'accueil de l'enfance est limitée aux enfants qui ne peuvent bénéficier d'une solution de garde privée.

La priorité est donnée aux enfants de personnes mobilisées dans la lutte contre le coronavirus, notamment dans le domaine de la santé et du social, ainsi que pour les enfants dont le placement est ordonné ou recommandé par les autorités ou les services sociaux.

Le Service de l'action sociale statue sur l'admission des enfants dans les structures d'accueil.

Les structures d'accueil ne peuvent employer des personnes particulièrement à risque.

6. Les commerces vendant des denrées alimentaires ou des biens de consommation courante peuvent être ouverts de 6 heures à 20 heures. Sont réservés les commerces bénéficiant déjà d'horaires élargis.

En cas de forte affluence ou de regroupement de clients, les commerces prennent des dispositions pour filtrer les clients et les faire attendre à l'extérieur du bâtiment, dans une file en respectant une distance de minimum 2 mètres entre les personnes.

Les commerces vendant des denrées alimentaires ou des biens de consommation courante et offrant en plus d'autres biens ou services peuvent rester ouverts à condition de n'offrir que les denrées alimentaires ou des biens de consommation courante.

7. Le Département auquel est rattaché le Service de l'économie et de l'emploi est compétent pour ordonner la fermeture d'une entreprise ou d'un chantier en application de l'article 7d, alinéa 3, de l'ordonnance 2 du Conseil fédéral du 13 mars 2020 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19).
8. Tous les rassemblements publics, privés ou religieux de plus de 5 personnes, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont interdits, sous réserve des points suivants :
  - les ménages de plus de 5 personnes ;
  - les réunions professionnelles strictement nécessaires.

La tenue des assemblées communales, des séances des conseils généraux ou de conseils de ville est suspendue.

Le Gouvernement peut exceptionnellement autoriser des rassemblements aux mêmes conditions que celles prévues à l'article 7 de l'ordonnance 2 du Conseil fédéral du 13 mars 2020 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19).

9. De façon générale, tous les guichets des administrations cantonale et communales sont en principe fermés. Des exceptions peuvent être autorisées par les chefs de départements, respectivement par les autorités communales compétentes, afin de garantir les services impératifs à la population. Les contacts par télécommunication (téléphone, courrier électronique, etc.) ou par courrier sont à privilégier.
10. Les responsables des commerces et d'établissements publics encore en fonction affichent, de manière bien visible, les mesures d'hygiène ainsi que de protection générale et individuelle recommandées par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) (<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home.html>).

11. Les entreprises, les administrations et les institutions sont exhortées à ne demander des certificats médicaux pour l'absence de leurs employés qu'à partir du 11<sup>ème</sup> jour d'absence.
12. La population est instamment invitée, dans toute la mesure du possible, à réduire les contacts sociaux physiques, à respecter strictement les consignes d'hygiène recommandées par l'Office fédéral de la santé publique et, en cas de difficultés respiratoires, de toux ou de fièvre, à rester chez elle.
13. En présence de risques particuliers, les autorités cantonales se réservent la possibilité de prendre des mesures plus strictes.
14. La présente décision déploie ses effets immédiatement, jusqu'à sa levée par le Gouvernement. Elle annule et remplace la décision du 17 mars 2020.
15. La population est rendue attentive aux conséquences pénales d'une non-observation de la présente décision, pouvant aller jusqu'à une amende de 10'000 francs (art. 83, al. 1, lettre j, LEp). Sont réservées les autres dispositions pénales applicables.
16. La présente décision peut faire l'objet d'un recours par écrit devant la Cour administrative du Tribunal cantonal du canton du Jura (Le Château, 2900 Porrentruy) dans les trente jours à compter de sa notification (art. 121 Cpa). Le recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et des moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au recours. Le recours doit être daté et signé par le recourant ou son mandataire (art. 127 Cpa). Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours.
17. Un recours dirigé contre la présente décision est dénué d'effet suspensif.
18. Un recours contre le retrait de l'effet suspensif peut être adressé par écrit devant la Cour administrative du Tribunal cantonal du canton du Jura (Le Château, 2900 Porrentruy) dans les dix jours à compter de sa notification (art. 121 Cpa). Il est pour le surplus renvoyé au point 6 ci-dessus.
19. La présente décision est publiée au Journal officiel et sur le site internet de la République et Canton du Jura.

Delémont, le 23 mars 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



Martial Courtet  
Président



Gladys Winkler Docourt  
Chancelière d'État